

Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Otterburn Park

Code géographique : 57030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Diane Gaudette, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Otterburn Park pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017

(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Otterburn Park pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,

(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-18 .

(Date)

Signature _____

Date

2018-05-22

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la ville d'Otterburn Park et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville d'Otterburn Park et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville d'Otterburn Park inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S-13 ; S-14 ; S-23 et S-25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

 **MBBA** S.E.N.C.R.L.

 CPA auditeur, CA

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2018-05-22

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations	
		2017	2016
Revenus			
Taxes	1	10 332 275	10 077 320
Compensations tenant lieu de taxes	2	77 406	60 545
Quotes-parts	3		90 353
Transferts	4	2 051 672	2 035 443
Services rendus	5	1 183 237	1 439 060
Imposition de droits	6	583 034	524 055
Amendes et pénalités	7	216 690	234 295
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	153 775	148 735
Autres revenus	10	140 718	175 209
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	14 738 807	14 785 015
Charges			
Administration générale	14	1 971 149	2 052 156
Sécurité publique	15	2 807 569	2 741 390
Transport	16	3 234 441	3 799 478
Hygiène du milieu	17	2 638 364	2 532 282
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	335 345	307 974
Loisirs et culture	20	1 737 105	1 618 667
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	339 888	321 593
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	13 063 861	13 373 540
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 674 946	1 411 475
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	35 064 960	33 653 485
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		
Solde redressé	28	35 064 960	33 653 485
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	36 739 906	35 064 960

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 164 688	4 849 744
Débiteurs (note 5)	2	5 819 266	5 840 427
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	157 932	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	11 141 886	10 690 171
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 934 762	1 501 440
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 509 618	2 518 789
Revenus reportés (note 12)	12	99 138	195 652
Dette à long terme (note 13)	13	10 007 968	11 087 221
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	160 773	44 836
	15	13 712 259	15 347 938
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(2 570 373)	(4 657 767)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	39 191 002	39 606 049
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		5 858
Stocks de fournitures	19	5 020	3 969
Autres actifs non financiers (note 17)	20	114 257	106 851
	21	39 310 279	39 722 727
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	36 739 906	35 064 960

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations	
		2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 674 946	1 411 475
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(1 546 221)	(4 160 608)
Produit de cession	3	1 972	3 124
Amortissement	4	1 756 952	1 925 914
(Gain) perte sur cession	5	107 802	7 215
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	320 505	(2 224 355)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	5 858	
Variation des stocks de fournitures	9	(1 051)	647
Variation des autres actifs non financiers	10	(7 406)	203 293
	11	(2 599)	203 940
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	94 542	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	2 087 394	(608 940)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(4 657 767)	(6 037 491)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		1 988 664
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(4 657 767)	(4 048 827)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(2 570 373)	(4 657 767)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 674 946	1 411 475
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 756 952	1 925 914
Autres			
- Ajustement d'immobilisation	3	(98 485)	
- Gain sur cession	4	107 802	7 215
	5	3 441 215	3 344 604
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	21 161	(669 141)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 009 171)	1 654 175
Revenus reportés	9	96 514	102 318
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	115 937	(38 063)
Propriétés destinées à la revente	11	5 858	
Stocks de fournitures	12	(1 051)	650
Autres actifs non financiers	13	(7 406)	203 293
	14	2 663 057	4 597 836
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 546 221)	(4 160 608)
Produit de cession	16	1 972	3 124
	17	(1 544 249)	(4 157 484)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(169 420)	()
Remboursement ou cession	19	11 487	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(157 933)	
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 189 080	650 934
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 256 256)	(1 651 026)
Variation nette des emprunts temporaires	25	433 322	694 449
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(12 077)	10 060
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(645 931)	(295 583)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	314 944	144 769
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 849 744	4 704 975
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	4 849 744	4 704 975
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	5 164 688	4 849 744

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La ville d'Otterburn Park (ci-après la « ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par le conseil composé de six conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée à la page S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à valeur de consolidation.

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe.

Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

La Ville participe aux partenariats suivants:

Régie intermunicipale du transport adapté de la Vallée du Richelieu (12,56%)
Conseil intermunicipal de transport de la Vallée du Richelieu (9,63%)
Régie d'assainissement des eaux de la Vallée du Richelieu (19,16%)
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (4,37%)
Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu (10,57%)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements

Les placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse de valeur durable.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Améliorations locatives : durée initiale du bail

Véhicules: 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement: 10, 15 et 20 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Les transferts (subventions) en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****G) Avantages sociaux futurs****Régimes retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Provenant de consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées:

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futures. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

considération tous les régimes capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pouvoir dans le futur pour fins de taxation.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010 .

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 5 186 575	4 849 744
Découvert bancaire	2 (21 887)	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 5 164 688	4 849 744
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 4 636 313	1 759 883
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 607 449	617 349
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 2 814 091	3 264 962
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 1 831 034	1 484 183
Organismes municipaux	15 220 070	161 704
Autres		
- Divers - ville	16 323 718	182 187
- Divers - organismes municipaux	17 22 904	130 042
	18 5 819 266	5 840 427
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 2 760 260	1 649 382
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 2 760 260	1 649 382
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 31 368	14 976
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	157 932	
Autres placements	31		
	32	157 932	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(160 773)	(44 836)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(160 773)</u>	<u>(44 836)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	249 352	93 606
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	6 344	93 065
Régimes de retraite des élus municipaux	42	13 257	15 199
	43	<u>268 953</u>	<u>201 870</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La ville bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisé pour les opérations courantes de la ville.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	607 192	1 532 549
Salaires et avantages sociaux	48	281 776	262 315
Dépôts et retenues de garantie	49	575 247	667 621
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus	53	45 403	51 538
- Frais courus	54		4 766
-	55		
-	56		
-	57		
	58	1 509 618	2 518 789

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	57 220	17 527
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	41 918	31 879
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Divers	66		3 675
- Transferts	67		142 571
-	68		
-	69		
	70	99 138	195 652

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt	Échéance				
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	2,97	2018	2041	71	9 531 363	10 460 295
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,08	4,08	2018	2026	75	494 805	625 232
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,37	3,37	2018	2020	77	24 056	31 873
Autres					78		
					79	10 050 224	11 117 400
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(42 256)	(30 179)
					81	10 007 968	11 087 221

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2018	82	90	928 812	98	14 116	107	132 828	115	1 075 756
2019	83	91	933 702	99	7 803	108	135 285	116	1 076 790
2020	84	92	1 252 373	100	2 137	109	137 276	117	1 391 786
2021	85	93	1 476 324	101		110	67 393	118	1 543 717
2022	86	94	1 598 052	102		111	5 321	119	1 603 373
2023 et +	87	95	3 342 100	103		112	16 702	120	3 358 802
	88	96	9 531 363	104	24 056	113	494 805	121	10 050 224
Intérêts et frais accessoires				105	()			122	()
	89	97	9 531 363	106	24 056	114	494 805	123	10 050 224

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(2 570 373)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()
Autres	126	(3 648 591)
	127	(2 570 373)
		(4 657 767)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	3 878 991	156		183	1	210	3 878 990
Eaux usées	129	11 409 058	157		184		211	11 409 058
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	28 385 073	158	26 152	185		212	28 411 225
Autres	131	2 003 430	159	475 515	186	468 761	213	2 010 184
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	8 080 637	161	38 145	188		215	8 118 782
Améliorations locatives	134	49 181	162		189		216	49 181
Véhicules	135	2 750 132	163	276 911	190	140 514	217	2 886 529
Ameublement et équipement de bureau	136	1 119 354	164	77 825	191	50 730	218	1 146 449
Machinerie, outillage et équipement divers	137	5 337 065	165	240 853	192	4 136	219	5 573 782
Terrains	138	691 817	166	2	193	2	220	691 817
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>63 704 738</u>	168	<u>1 135 403</u>	195	<u>664 144</u>	222	<u>64 175 997</u>
Immobilisations en cours	141	<u>2 603 372</u>	169	<u>410 818</u>	196	<u>37 013</u>	223	<u>2 977 177</u>
	142	<u>66 308 110</u>	170	<u>1 546 221</u>	197	<u>701 157</u>	224	<u>67 153 174</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	210 003	171	96 975	198		225	306 978
Eaux usées	144	3 075 176	172	285 227	199		226	3 360 403
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	12 816 967	173	758 693	200		227	13 575 660
Autres	146	550 540	174	100 099	201	407 450	228	243 189
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	2 650 455	176	202 492	203		230	2 852 947
Améliorations locatives	149	47 823	177	181	204		231	48 004
Véhicules	150	1 693 425	178	166 973	205	49 795	232	1 810 603
Ameublement et équipement de bureau	151	992 380	179	99 310	206	36 927	233	1 054 763
Machinerie, outillage et équipement divers	152	4 665 292	180	47 002	207	2 669	234	4 709 625
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>26 702 061</u>	182	<u>1 756 952</u>	209	<u>496 841</u>	236	<u>27 962 172</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>39 606 049</u>					237	<u>39 191 002</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238	133 160	241	3 319	243	1 235	245	135 244
Amortissement cumulé	239	(82 498)	242	(16 427)	244	(5 056)	246	(93 869)
Valeur comptable nette	240	<u>50 662</u>					247	<u>41 375</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	248	5 858
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	
	251	5 858
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	5 858
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Assurances	254	101 749
-	255	76 681
-	256	
Autres		
- Organismes contrôlés	257	12 508
-	258	30 170
	259	114 257
		106 851
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

	2017	2016
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	
Autres revenus	262	
	263	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	
Variation de la provision pour moins-value	265	
	266	
Autres charges	267	
	268	
Excédent (déficit) de l'exercice	269	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	()	()
	275		
	276		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dettes à long terme	279		
	280		
Solde du Fonds local d'investissement	281		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	285

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	296
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	()
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après un contrat de services de bibliothèque échéant en décembre 2022 à verser une somme totale de 1 182 320\$ durant cette période.

De plus, la ville s'est engagée, en vertu de contrats de location de photocopieurs échéant en 2021 à verser une somme totale de 6 345 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu du contrat de location pour les cinq prochains exercices, s'élèvent à 3 165 \$ en 2018, 2019, 1 985 \$ en 2020 et 1 195 \$ en 2021.

La Ville s'est engagée, d'après un contrat de services d'utilisation d'un Centre aquatique échéant en décembre 2029 à verser une somme totale de 2 336 101\$ durant cette période.

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

La ville assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour l'ensemble de son personnel.

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

c) Poursuites**Poursuite de la RIPRSI**

Au cours de l'exercice, la Régie a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

d) Autres**ENVIRONNEMENT**

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement, puisque les travaux effectués jusqu'à présent ne sont pas complets.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

23. Données budgétaires

Le budget présenté à titre comparatif pour l'exercice 2017 correspond au budget adopté par le conseil municipal pour l'exercice 2017.

Ces données sont présentées pour fins d'information et le rapport de l'auditeur ne porte pas sur ces données.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

25 Opération de restructuration

Le 19 mai 2016, l'Assemblée nationale a sanctionné le projet de loi 76 modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal. Ce projet de loi fait en sorte que les Conseils intermunicipaux de transport ont été dissous et remplacés, le 1er juin 2017, par deux nouveaux organismes, à savoir l'Autorité régionale de transport métropolitain et le Réseau de transport métropolitain.

Selon les dispositions du projet de loi 76, les droits, obligations, actifs et passifs qui étaient ceux de l'organisme public de transport au 31 mai 2017 deviennent ceux du Réseau de transport métropolitain

Les actifs et les passifs transférés du Conseil intermunicipal de transport de la Vallée du Richelieu se détaillent comme suit :

Actif	
Encaisse	1 762 236
Débiteurs	5 598 622
Immobilisations	1 119 870
Autres actifs non financiers	12 586

Total de l'actif	8 493 314

Passif	
Créditeurs	3 233 430
Subvention reportée	1 223 428

Total du passif	4 456 858

Actif net transféré	4 036 456
	=====

Les actifs et les passifs transférés de la Régie Intermunicipal de transport adapté de la Vallée du Richelieu se détaillent comme suit :

Actif	
Encaisse	103 763
Débiteurs	51 013
Immobilisations	7 268

Total de l'actif	162 044

Passif	
Créditeurs	79 266
Revenus reportés	3 864

Total du passif	83 130

Actif net transféré	78 914
	=====

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2016		Budget 2017	Réalizations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	10 077 320	10 217 505	10 332 275			10 332 275
Compensations tenant lieu de taxes	2	60 545	82 000	77 406			77 406
Quotes-parts	3					2 088 853	
Transferts	4	611 444	472 492	351 274		188 163	539 437
Services rendus	5	1 439 060	555 121	573 998		609 239	1 183 237
Imposition de droits	6	524 055	433 893	583 034			583 034
Amendes et pénalités	7	234 295	6 350	2 050		214 640	216 690
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	148 735	90 000	140 331		13 444	153 775
Autres revenus	10	22 794	5 200	(47 333)		(104 176)	(151 509)
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	13 118 248	11 862 561	12 013 035		3 010 163	12 934 345
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 423 999				1 512 235	1 512 235
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	146 814		292 227			292 227
Autres	18	5 601					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	1 576 414		292 227		1 512 235	1 804 462
	21	14 694 662	11 862 561	12 305 262		4 522 398	14 738 807
Charges							
Administration générale	22	2 052 156	1 740 645	1 916 127	55 022		1 971 149
Sécurité publique	23	2 741 390	2 401 513	2 424 517	149 715	1 697 666	2 807 569
Transport	24	3 799 478	2 356 442	1 628 619	416 249	832 988	3 234 441
Hygiène du milieu	25	2 532 282	2 248 083	1 908 210	486 306	1 224 957	2 638 364
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	307 974	337 912	312 992	22 353		335 345
Loisirs et culture	28	1 618 667	1 784 882	1 570 214	166 891		1 737 105
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	321 593	204 206	197 559		142 329	339 888
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32			1 296 536	(1 296 536)		
	33	13 373 540	11 073 683	11 254 774		3 897 940	13 063 861
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 321 122	788 878	1 050 488		624 458	1 674 946

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalizations 2017		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 321 122	788 878	1 050 488	624 458	1 674 946
Moins: revenus d'investissement	2	(1 576 414)	()	(292 227)	(1 512 235)	(1 804 462)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(255 292)	788 878	758 261	(887 777)	(129 516)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4			1 296 536	460 416	1 756 952
Produit de cession	5	3 124			1 972	1 972
(Gain) perte sur cession	6	7 215			107 802	107 802
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	10 339		1 296 536	570 190	1 866 726
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10			5 858		5 858
	11			5 858		5 858
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			11 487		11 487
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15			11 487		11 487
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	22 605				
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 303 896)	()	(1 153 264)	(165 807)	(1 319 071)
	18	(1 281 291)		(1 153 264)	(165 807)	(1 319 071)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(275 551)	()	(257 871)	(29 795)	(228 076)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	545 686		343 475	419 302	762 777
Excédent de fonctionnement affecté	21	153 580		49 663	19 160	68 823
Réserves financières et fonds réservés	22	4 576		(62 792)	(4 504)	(67 296)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(18 461)			56 583	56 583
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	409 830		72 475	520 336	592 811
	26	(861 122)		233 092	924 719	1 157 811
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(1 116 414)	788 878	991 353	36 942	1 028 295

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Réalizations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 576 414	292 227	1 512 235	1 804 462
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(313 335)	(178 920)	(426)	(179 346)
Sécurité publique	3	(47 414)	(49 978)	(30 718)	(80 696)
Transport	4	(513 327)	(270 384)	(26 243)	(296 627)
Hygiène du milieu	5	(2 914 662)	(273 020)	(68 780)	(341 800)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(371 870)	(647 752)	()	(647 752)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(4 160 608)	(1 420 054)	(126 167)	(1 546 221)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	(169 420)	()	(169 420)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	505 315		10 230	10 230
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	275 551	257 871	(29 795)	228 076
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	541 133	336 340	57 480	393 820
Excédent de fonctionnement affecté	16	161 899			
Réserves financières et fonds réservés	17	246 017	693 831	20 914	714 745
	18	1 224 600	1 288 042	48 599	1 336 641
	19	(2 430 693)	(301 432)	(67 338)	(368 770)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(854 279)	(9 205)	1 444 897	1 435 692

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2016</u>	<u>2017</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
				<u>Total</u>	
				<u>consolidé</u> ¹	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 849 744	4 594 013	570 675	5 164 688
Débiteurs (note 5)	2	5 840 427	4 144 800	1 674 466	5 819 266
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4		157 932		157 932
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	10 690 171	8 896 745	2 245 141	11 141 886
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 501 440	526 694	1 408 068	1 934 762
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 518 789	706 395	803 223	1 509 618
Revenus reportés (note 12)	12	195 652	99 138		99 138
Dette à long terme (note 13)	13	11 087 221	7 587 686	2 420 282	10 007 968
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	44 836		160 773	160 773
	15	15 347 938	8 919 913	4 792 346	13 712 259
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(4 657 767)	(23 168)	(2 547 205)	(2 570 373)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	39 606 049	27 462 664	11 728 338	39 191 002
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	5 858			
Stocks de fournitures	19	3 969		5 020	5 020
Autres actifs non financiers (note 17)	20	106 851	101 749	12 508	114 257
	21	39 722 727	27 564 413	11 745 866	39 310 279
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 030 180	1 772 470	372 586	2 145 056
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 791 759	1 076 985	138 134	1 215 119
Réserves financières et fonds réservés	24	3 621 244	2 326 461	171 880	2 498 341
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(30 326)	()	(85 461)	(85 461)
Financement des investissements en cours	26	(2 524 314)		(1 092 120)	(1 092 120)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	30 176 417	22 365 329	9 693 642	32 058 971
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	35 064 960	27 541 245	9 198 661	36 739 906

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	3 100 686	3 121 212	4 341 411	4 177 112
Charges sociales	2	624 081	602 134	980 080	871 040
Biens et services	3	3 594 620	2 918 697	3 515 905	5 388 433
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	204 206	197 559	239 352	309 610
D'autres organismes municipaux	5			18 850	
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6				
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8			81 686	11 983
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	3 550 090	3 118 636	364 146	679 701
Transferts	10				
Autres	11				9 747
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13			9 522	
Amortissement des immobilisations	14		1 296 536	1 756 952	1 925 914
Autres					
-	15			1 755 957	
-	16				
-	17				
	18	11 073 683	11 254 774	13 063 861	13 373 540

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 145 056	2 030 180
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 215 119	1 791 759
Réserves financières et fonds réservés	3	2 498 341	3 621 244
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (85 461) (30 326)
Financement des investissements en cours	5	(1 092 120)	(2 524 314)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	32 058 971	30 176 417
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	36 739 906	35 064 960
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 772 470	1 333 383
Organismes contrôlés ¹	10	372 586	696 797
	11	2 145 056	2 030 180
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Plage	12	124 776	124 776
- Exercice suivant	13	151 000	
- Élection	14	30 337	60 000
- Auto-pompe	15		300 000
- Piscine	16	720 872	1 000 000
- Stationnement PV	17	50 000	50 000
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 076 985	1 534 776
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Exercice suivant	22		202 358
- Éventualités	23	138 134	54 625
-	24		
	25	138 134	256 983
	26	1 215 119	1 791 759
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- 89-06	27		15 941
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		15 941
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	559 376	911 284
Organismes contrôlés	38	158 354	174 764
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	1 767 085	2 519 255
Organismes contrôlés	40	13 526	
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres	45		
-	46		
	47	2 498 341	3 605 303
	48	2 498 341	3 621 244

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (30 503)	(33 081)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 (42 957)	(8 347)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()	()
	54 (73 460)	(24 734)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()	()
Autres	58 ()	()
-	59 ()	()
	60 (73 460)	(24 734)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	(1 448)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres	66 ()	()
-	67 ()	()
	68 ()	(1 448)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()	(22 604)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()	()
Autres	72 ()	()
-	73 ()	()
	74 ()	(22 604)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 (12 001)	18 460
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	(12 001)
	81 (85 461)	(30 326)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	23 552
Investissements à financer	83 (1 092 120) (2 547 866)
	84	(1 092 120) (2 524 314)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85	39 191 002 39 606 049
Propriétés destinées à la revente	86	5 858
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	157 932
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90	39 348 934 39 611 907
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92	39 348 934 39 611 907
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (10 007 968) (11 087 221)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (42 256) (30 179)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	2 760 260 1 649 382
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	1 32 528
	98 (7 289 963) (9 435 490)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ())
	100 (7 289 963) (9 435 490)
	101	32 058 971 30 176 417

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, et les régimes des cadres et des employés de bureau ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au 31 décembre 2014.

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

b) Rente de rattachement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (Exception pour les employés de bureau et les préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6.5% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures).

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 11,39% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9.75% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11.35% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retrait au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent de l'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (44 836)	(82 899)
Charge de l'exercice	4 (249 352)	(93 606)
Cotisations versées par l'employeur	5 133 415	131 669
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(160 773)</u>	<u>(44 836)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 4 669 432	4 294 312
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>4 917 692</u>)	(<u>4 682 062</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (248 260)	(387 750)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>87 487</u>	<u>342 914</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (160 773)	(44 836)
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(160 773)</u>	<u>(44 836)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 4 669 432	4 294 312
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>4 917 692</u>)	(<u>4 682 062</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>248 260</u>)	(<u>387 750</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 245 201	164 749
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>54 057</u>	<u> </u>
	20 299 258	164 749
Cotisations salariales des employés	21 (107 852)	(90 284)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	23 191 406	74 465
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 26 744	7 167
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	25
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	26
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	27
Variation de la provision pour moins-value	28	28
Autres	29	29
-	30	30
-	31	31
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>218 150</u>	<u>81 632</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>270 503</u>	<u>250 489</u>
Rendement espéré des actifs	34 (<u>239 301</u>)	(<u>238 515</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>31 202</u>	<u>11 974</u>
Charge de l'exercice	<u>249 352</u>	<u>93 606</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 260 146	269 848
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (239 301)	(238 515)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 20 845	31 333
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 207 837	(318 311)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 126 293	123 409
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 4 744 291	4 273 947
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 115 779	137 611
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 2 854	1 455
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	1
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,70 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	106 _____	_____

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	108 _____ 6 344	_____ 93 065

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 Oui
 110 Non

	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111 _____ 35	_____ 6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>5 608</u>	<u>4 510</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	13 202	15 199
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>55</u>	
	115	<u>13 257</u>	<u>15 199</u>

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale

Dette à long terme	1	7 607 805
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	1 767 085
Débiteurs	8	2 352 538
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	3 488 182
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	61 671
--	----	--------

Endettement net à long terme	16	3 549 853
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	152 622
Communauté métropolitaine	18	36 971
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	3 739 446
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	3 739 446
---	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	7 942 321	7 942 321	7 805 147
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	16 964	16 964	6 033
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	7 959 285	7 959 285	7 811 180
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	746 617	746 617	733 734
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	840 442	840 442	753 909
Matières résiduelles	13	577 138	577 138	558 217
Autres				
-Piscine	14	68 239	68 239	67 618
-Compteur eau	15	4 485	4 485	3 469
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	31 325	31 325	26 826
Service de la dette	18	104 744	104 744	122 367
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	2 372 990	2 372 990	2 266 140
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	2 372 990	2 372 990	2 266 140
	26	10 332 275	10 332 275	10 077 320

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	17 658	17 658	12 031
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	59 748	59 748	48 514
	35	77 406	77 406	60 545
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	77 406	77 406	60 545
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	77 406	77 406	60 545

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	10 484	10 484	9 861
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	7 045	7 045	11 273
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		77 542	186 100
Transport adapté	61		21 659	43 651
Transport scolaire	62			
Autres	63		76 661	148 376
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		12 301	6 973
Réseau de distribution de l'eau potable	68	17 840	17 840	16 099
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	17 840	17 840	16 099
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	83 438	83 438	162 284
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	214 627	214 627	10 728
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	351 274	539 437	611 444

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		11 302	26 094
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		(20 053)	219 055
Réseau de distribution de l'eau potable	107			589 425
Traitement des eaux usées	108		1 520 986	
Réseaux d'égout	109			589 425
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129		1 512 235	1 423 999

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	351 274	2 051 672	2 035 443

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	19 151	24 556	22 589
	143	19 151	24 556	22 589
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	64 640	64 640	24 609
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	64 640	64 640	24 609
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152		480 776	782 590
Autres	153		13 335	27 341
	154		494 111	809 931
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		12 561	
Réseau de distribution de l'eau potable	156			13 064
Traitement des eaux usées	157	157 980	157 980	170 602
Réseaux d'égout	158	32 226	32 226	13 084
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166	9 635	9 635	9 791
	167	199 841	212 402	206 541
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174	(750)	(750)	750
	175	(750)	(750)	750
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	11 254	11 254	16 050
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178	279 862	279 862	257 486
	179	291 116	291 116	273 536
Réseau d'électricité	180			
	181	573 998	1 086 075	1 337 956

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184			
	185			
Sécurité publique				
Police	186		84 758	72 817
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190		84 758	72 817
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195		12 404	28 287
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199		12 404	28 287
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210			
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220			
Activités culturelles				
Bibliothèques	221			
Autres	222			
	223			
Réseau d'électricité	224			
	225		97 162	101 104
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	573 998	1 183 237	1 439 060

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	30 626	30 626	32 450
Droits de mutation immobilière	228	552 408	552 408	491 605
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	583 034	583 034	524 055
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	2 050	216 690	234 295
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	140 331	153 775	148 735
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		(107 802)	(7 215)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238	292 227	292 227	146 814
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			5 601
Autres contributions	241			
Autres	242	(47 333)	(43 707)	30 009
	243	244 894	140 718	175 209
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2017			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	289 177		289 177	289 177	286 393
Greffe et application de la loi	2	219 002		219 002	219 002	173 792
Gestion financière et administrative	3	1 050 371	55 022	1 105 393	1 105 393	1 337 782
Évaluation	4	109 392		109 392	109 392	106 825
Gestion du personnel	5	4 073		4 073	4 073	64 299
Autres						
- Diverts	6	244 112		244 112	244 112	83 065
-	7					
	8	1 916 127	55 022	1 971 149	1 971 149	2 052 156
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 272 431		1 272 431	1 505 768	1 564 995
Sécurité incendie	10	1 096 526	149 715	1 246 241	1 246 241	1 122 484
Sécurité civile	11					
Autres	12	55 560		55 560	55 560	53 911
	13	2 424 517	149 715	2 574 232	2 807 569	2 741 390
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 058 907	416 249	1 475 156	1 475 156	1 614 938
Enlèvement de la neige	15	137 442		137 442	137 442	112 428
Éclairage des rues	16	39 493		39 493	39 493	36 953
Circulation et stationnement	17	16 724		16 724	16 724	21 126
Transport collectif						
Transport en commun	18	376 053		376 053	1 515 024	1 938 957
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21				50 602	75 076
	22	1 628 619	416 249	2 044 868	3 234 441	3 799 478

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2017			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23		492 079	305 342	401 167
Réseau de distribution de l'eau potable	24		29 665	272 818	321 983
Traitement des eaux usées	25		602 161	1 275 899	1 047 152
Réseaux d'égout	26		84 370	84 370	103 976
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27		275 393	275 393	256 002
Élimination	28		275 393	275 393	255 510
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29		77 450	77 450	77 388
Tri et conditionnement	30		62 833	62 833	63 172
Matières organiques					
Collecte et transport	31				306
Traitement	32				
Matériaux secs	33		8 866	8 866	5 626
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40		1 908 210	2 638 364	2 532 282
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44				
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45		307 134	329 487	307 974
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51		5 858	5 858	
	52		312 992	335 345	307 974

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2017			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	467 947	115 887	583 834	583 834	555 114
Patinoires intérieures et extérieures	54	176 805		176 805	176 805	87 423
Piscines, plages et ports de plaisance	55	7 525		7 525	7 525	99 409
Parcs et terrains de jeux	56	563 359		563 359	563 359	516 765
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	1 215 636	115 887	1 331 523	1 331 523	1 258 711
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	212 648	44 115	256 763	256 763	170 069
Bibliothèques	62	141 930	6 889	148 819	148 819	189 887
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	354 578	51 004	405 582	405 582	359 956
	67	1 570 214	166 891	1 737 105	1 737 105	1 618 667
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	186 743		186 743	239 352	299 021
Autres frais	70	10 816		10 816	18 850	10 589
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71				31 202	11 974
Autres	72				50 484	9
	73	197 559		197 559	339 888	321 593
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	1 296 536	(1 296 536)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la Ville d'Otterburn Park (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

MBBA S.E.N.C.R.L.

Robert Arbour CPA auditeur, CA

Robert Arbour, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2018-05-22

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016	
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		65 669	
Usines de traitement de l'eau potable	2		391 045	
Usines et bassins d'épuration	3		68 779	2 224 615
Conduites d'égout	4			225 836
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	26 152	26 152	174 057
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	463 088	463 088	371 870
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	38 145	38 145	284 036
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			1 021
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	272 641	277 856	271 233
Ameublement et équipement de bureau	18	61 114	77 416	45 499
Machinerie, outillage et équipement divers	19	182 127	192 970	16 679
Terrains				
Autres	21	376 787	401 815	89 048
	22	1 420 054	1 546 221	4 160 608

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		65 669	
Usines de traitement de l'eau potable	24		391 045	
Usines et bassins d'épuration	25		68 779	2 224 615
Conduites d'égout	26			225 836
Autres infrastructures	27	489 240	489 240	545 927
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	930 814	988 202	707 516
	34	1 420 054	1 546 221	4 160 608

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	1 420 054	4 160 608
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	1 420 054	4 160 608

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	487 608		70 437	417 171
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	8 980 410	10 230	2 117 847	6 872 793
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 468 018	10 230	2 188 284	7 289 964
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 649 382	1 178 850	67 972	2 760 260
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	1 649 382	1 178 850	67 972	2 760 260
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	1 649 382	1 178 850	67 972	2 760 260
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	15				
Autres	16				
	17				
	18	1 649 382	1 178 850	67 972	2 760 260
	19	11 117 400	1 189 080	2 256 256	10 050 224
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	11 117 400	1 189 080	2 256 256	10 050 224

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	111 475	111 475	115 942
Évaluation	2			
Autres	3		29 008	
Sécurité publique				
Police	4	1 272 431		
Sécurité incendie	5	11 015	11 015	21 143
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	376 053		234 155
Autres	10	42 211		42 627
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 092 803		13 551
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			69 594
Activités culturelles	23	212 648	212 648	182 689
Réseau d'électricité				
	24			
	25	3 118 636	364 146	679 701

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	15,00	40,00	31 200,00	772 185	145 671	917 856
Professionnels	2						
Cols blancs	3	13,00	35,00	23 660,00	518 917	123 176	642 093
Cols bleus	4	45,00	40,00	64 235,00	1 152 293	224 470	1 376 763
Policiers	5						
Pompiers	6	29,00	15,00	22 620,00	540 622	83 042	623 664
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	102,00		141 715,00	2 984 017	576 359	3 560 376
Élus	9	7,00			137 195	25 775	162 970
	10	109,00			3 121 212	602 134	3 723 346

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	351 274				351 274
	17	351 274				351 274

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	3 783	4 736
	4	3 783	4 736
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	6 044	7 567
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	6 044	7 567
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	60 921	76 270
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	60 921	76 270
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	24 363	30 501
Traitement des eaux usées	18	30 244	37 864
Réseaux d'égout	19	19 598	24 536
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	252	315
Protection de l'environnement	24	2 489	3 116
Autres	25	637	797
	26	77 583	97 129
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	6 737	8 435
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	6 737	8 435
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	21 437	26 838
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	21 054	26 360
	39	42 491	53 198
Réseau d'électricité			
	40		
	41	197 559	247 335

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Danielle Lavoie	32 979	14 445
Nelson G Tremblay	8 366	4 183
Sophie Bourassa	9 576	4 059
Jean Marc Fortin	9 240	4 620
Clarisse Viens	12 418	4 906
Alexandre Dubé-Poirier	9 239	4 620
Luc Lamoureux	9 628	4 090
Denis Parent	4 558	2 034
Louis Côté	1 306	653
Mario Borduas	1 243	691
Jacques Portelance	1 243	691
François Cardinal	2 096	1 048

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	1 300 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31
Facteur comparatif de 2017	32 0,00
Valeur uniformisée	33	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au PAERRL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 39 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	7 926 627
------------------------	---	-----------

Taxes spéciales

Service de la dette	2	
---------------------	---	--

Activités de fonctionnement	3	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	4	
----------------------------	---	--

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette	5	144 995
---------------------	---	---------

Activités de fonctionnement	6	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	7	
----------------------------	---	--

Autres

	8	
--	---	--

	9	8 071 622
--	---	-----------

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau	10	680 900
-----	----	---------

Égout	11	
-------	----	--

Traitement des eaux usées	12	842 000
---------------------------	----	---------

Matières résiduelles	13	778 800
----------------------	----	---------

Autres

- Piscine	14	66 540
-----------	----	--------

-	15	
---	----	--

-	16	
---	----	--

Centres d'urgence 9-1-1	17	
-------------------------	----	--

Service de la dette	18	
---------------------	----	--

Activités de fonctionnement	19	
-----------------------------	----	--

Activités d'investissement	20	
----------------------------	----	--

	21	2 368 240
--	----	-----------

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
--------------------------------------	----	--

Autres	23	
--------	----	--

	24	
--	----	--

	25	2 368 240
--	----	-----------

	26	10 439 862
--	----	------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	22 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	55 600
	9	77 600

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	77 600

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	77 600

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 893 636 321	X 5 0,8370	/100\$ 6 7 479 736				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 14 201 314	X 8 0,8370	/100\$ 9 118 865				
Immeubles non résidentiels	10 14 306 890	X 11 1,3526	/100\$ 12 193 515				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 13 802 751	X 17 0,8370	/100\$ 18 115 529				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22 2 267 900	X 23 0,8370	/100\$ 24 18 982				
Total			25 7 926 627	26 ()	27 ()	28	29 7 926 627
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12								
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18								
Autres 19	X	20 /100\$	21								
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24								
Total			25					26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41								
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47								
Autres 48	X	49 /100\$	50								
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53								
Total			54					55 (.....	56 (.....	57	58
Valeur locative imposable											
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	2 0 0 , 0 0 \$
Égout	2	2 8 0 , 0 0 \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	2 4 0 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Piscine	60,000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	10 439 862
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	73 766
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	10 366 096

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	<u>924 412 425</u>
--	----	--------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;">1</div> , <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;">1</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;">2</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;">1</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;">4</div> /100 \$ </div>
--	----	--

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	193 515		115 529		118 865	18 982
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	193 515		115 529		118 865	18 982

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	7 479 736			7 926 627
De secteur	10	144 995			144 995
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	2 368 240			2 368 240
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	9 992 971			10 439 862

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	6 236 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	12 346 286 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	893 200 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	254 900 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	151 000 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 601, chemin Ozias-Leduc
(no) (rue)
Otterburn Park J3H 2M6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 536-0303
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 467-8260
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@ville.otterburnpark.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Diane Gaudette

Téléphone (450) 536-0300
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 467-8260
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dianegaudette@ville.otterburnpark.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom MBBA S.E.N.C.R.L.

Titre Auditeur

Adresse 2030, boulevard Pie-IX, bureau 450
(no) (rue)
Montréal H1V 2C8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 521-4077 123
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 521-4986
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rarbour@mbba.ca

Responsable du dossier Robert Arbour

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Diane Gaudette MBA, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Otterburn Park pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-22 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Otterburn Park .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Otterburn Park consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Otterburn Park détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 1 674 946 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,0934 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-15 22:16:19

Date de transmission au Ministère :